

Département Politique Fédéral,
Division
des
Affaires Etrangères.

Berne, le 12 avril 1921.

No. 14.

CM.

Confidentielle.

14. Apr. 1921

K

Monsieur le Ministre,

Voici les renseignements recueillis depuis le
départ de notre lettre No. 13, du 1er de ce mois:

Roumanie.

Le projet de budget pour l'exercice 1921-22 présente, au chapitre des dépenses, le chiffre de 4 milliards 900 millions et, aux recettes, celui de 3 milliards. Comparé à l'exercice en cours qui s'élevait à 6 milliards 29 millions, le chapitre des dépenses présente une économie de 1 milliard 200 millions, savoir:

	<u>1920/21</u>	<u>1921/22.</u>
	(en millions)	
Guerre	2,150.	754
Finances	1,583.	1,800
Instruction.	666.	666
Cultes	166.	205
Intérieur.	723.	660
Travaux publics.	117.	160
Justice.	216.	200
Domaines	165.	87
Industrie.	115.	94
Affaires Etrangères	52.	24
Présidence du Conseil	4,5.	3
Travail.	30.	18
Agriculture.	132.	195

A la Légation de Suisse,

* Paris,
* Bruxelles,
* La Haye,
Londres,
Madrid,
Rome,
Stockholm,

Berlin,
Vienne,
Bucaresty,
Washington,
Buenos-Aires,
Tokio,
Rio-de-Janeiro.



- 2 -

En réalité, ces économies seraient plus considérables encore parce que le budget comprendrait toutes les dépenses relatives aussi bien à l'ancien Royaume qu'aux nouveaux territoires, dont certaines dépenses figuraient jusqu'ici dans les budgets locaux.

Les réformes financières prévoient:

- 1) un impôt progressif sur le capital;
- 2) un impôt progressif sur le revenu;
- 3) un impôt progressif sur les successions, et
- 4) un impôt sur le luxe et le chiffre d'affaires.

L'impôt de luxe comprend un paiement de 15 % sur les bijoux, parfumerie etc., puis une taxe sur les distractions, telles que théâtre, concerts, etc., enfin un impôt sur les autos, domestiques, voitures, et sur le nombre de chambres (1 célibataire aura droit à 3 chambres) un ménage aura droit à une chambre en plus pour chaque enfant; les chambres restantes seront soumises à un impôt progressif en rapport avec la valeur de l'immeuble.

Aussi ces projets sont-ils très combattus et l'existence du Cabinet en dépendra peut-être.

La Roumanie a dénoncé pour le 22 mars 1922 son Traité de Commerce avec la Suisse.

Portugal.

Le Gouvernement aurait découvert un important complot monarchiste et a procédé à des arrestations. Il est inquiet par le fait qu'on a l'intention d'organiser sur des bases légales le parti monarchiste.

Les colonies, surtout celle d'Angola, préoccupent l'opinion publique portugaise à cause de certaines tendances

séparatistes. Aussi le Gouvernement cherche-t-il à intéresser, plus que dans le passé, l'opinion au développement des colonies et à leur faire allouer par le Parlement les crédits nécessaires. A Berne, certains Portugais déclarent que ces colonies, sauf celle de St. Thomé, représentent plutôt un passif qu'un actif pour la métropole; ils trouvent qu'on ferait mieux de chercher à les vendre à un bon prix à quelque Grande Puissance.

Russie.

On a déclaré nettement, au Quai d'Orsay, que les accords conclus par les Cabinets de Londres et de Rome avec les Soviets n'influeraient en rien sur l'attitude de la France. M. Briand est résolu, comme ses prédécesseurs, à ne pas reconnaître le régime des soviets, à ne pas accorder de passeports à des Français à destination de la Russie et à laisser les industriels et commerçants qui voudraient faire des affaires avec l'ancien empire des tsars opérer à leurs risques et périls. Cette attitude du Quai d'Orsay est d'ailleurs vivement critiquée par certains journaux (par exemple l'Oeuvre), qui déclarent absurde cette abstention systématique, laquelle ne saurait profiter, d'après eux, qu'à l'Allemagne, à l'Angleterre et aux autres Etats qui ont déjà repris sur une large échelle des relations commerciales avec la Russie.

Les Suisses rentrés récemment de Russie nous décrivent la situation comme désolante; la désorganisation est inouïe; sur certaines grandes lignes, il n'y a plus que trois trains par semaines. Les dernières tentatives de contre-révolution ont fourni le prétexte à des milliers d'exécution.

Hongrie.

La France officielle nie toute connivence avec l'équipée de Charles IV. Il nous revient que les maréchaux seraient sympathiques à la restauration des Habsbourg en Hongrie et que le maréchal Foch se serait déclaré fort de faire accepter un fait accompli par le Gouvernement. Un des adversaires irréductibles des Habsbourg serait M. Loucheur et M. Dunant nous écrit qu'aussi longtemps que M. Berthelot dirigera en fait la politique extérieure française, il n'y aura rien de changé. Le Ministre de Hongrie à Vienne a remis, dimanche soir, à M. Bourcart une note ainsi conçue:

" Ich bin beauftragt Euer Excellenz den tiefen
 " und formellen Dank der königlich ungarischen Regierung
 " zum Ausdruck zu bringen für jene Zuvorkommenheit welche
 " die die schweizerische Regierung an den Tag gelegt hat,
 " indem sie seiner Majestät König Karl aller höchst, wel-
 " cher gemäss dem in Geltung stehenden ungarischen Gesetz
 " und angesichts der allgemeinen europäischen Lage, die kö-
 " nigliche Gewalt auszuüben nicht in der Lage ist, die
 " Rückkehr auf Schweizergebiet bewilligt und gesichert hat.
 " Die ungarische Regierung wäre zu Dank verpflichtet, wenn
 " die Frage des ständigen Aufenthalts seiner apostolischen
 " Majestät in der Schweiz bald möglichst eine günstige Er-
 " ledigung fände. Genehmigen...etc.. (sig) Masirevich."

Ainsi, tandis qu'en Autriche une loi, du 3 avril 1919, a déclaré la maison des Habsbourg-Lorraine déchue de tous ses droits de souveraineté et prérogatives, la Hongrie reconnaît aujourd'hui formellement Charles IV comme roi Apostolique, ce qui est conforme à son droit constitutionnel et modi-

fié sa situation au point de vue du droit international, vu que, jusqu'à présent, on avait soigneusement évité de parler de la personne du souverain. Le Conseil Fédéral n'a pas encore pris de décision.

En ce qui concerne l'attitude de la France dans cette affaire, il convient de rappeler qu'en été 1920, M. Petetti della Rocca, directeur des Affaires Politiques au Quai d'Orsay, avait fait savoir à l'hôte de Frangins que le Gouvernement français n'était alors nullement hostile à sa restauration en Hongrie ni même tout-à-fait en Autriche; qu'il n'avait qu'à attendre son heure et que le moment pourrait venir où on le prierait même de remonter d'urgence sur son trône. En été 1920, la Pologne cédait devant l'avalanche russe et menaçait de s'effondrer. Les Tchéco-Slovaques disaient: "Nous sommes les amis de la France, mais pas les ennemis de la Russie." On ne savait que trop qu'ils risquaient de passer, au premier contact, à l'armée victorieuse. D'un moment à l'autre, la Hongrie pouvait donc être appelée à reprendre son rôle séculaire de boulevard de l'Europe.

Au récent Conseil des Ministres, tenu à Rambouillet, au moment du coup d'Etat, il fut décidé, dit-on, sous pression de M.M. Millerand, Barthou et Briand et malgré l'opposition de M.M. Loucheur, Maginot et Marraud, de rappeler pour la forme le veto de l'Entente, mais de ne mobiliser aucun soldat contre la Hongrie carliste et d'empêcher la Petite-Entente de déclancher un conflit armé(?).

Il paraît que les Allemands ont dépensé jusqu'ici, pour leur propagande en faveur de l'union de l'Autriche à

- 6 -

l'Allemagne, 660.000.000 M et qu'ils soutiennent à grands frais les organisations "Move" en Hongrie, qui intriguent, comme vous le savez déjà, contre le Gouvernement Horthy et font de la propagande pangermaniste. Cette double activité est dirigée nettement contre les Habsbourg; c'est pour cela que les nouvelles d'Allemagne sont fortement sujettes à caution.

Yougoslavie.

Le 2ème Ministère Pasitch a fini par se constituer, grâce à l'adhésion des Musulmans, après de laborieuses négociations avec ces derniers. Les paysans s'étaient en effet emparés des biens des Beys bosniaques et des biens féodaux des Agas (institution de droit public). L'Etat a dû s'engager de ce chef à payer aux Musulmans environ 500 millions de dinars, à leur accorder des écoles musulmanes, deux portefeuilles et la participation au gouvernement provincial, cela malgré l'opposition du club démocratique. Mais Pasitch réussit aussi à s'assurer le concours de 9 députés paysans slovènes, au prix d'un portefeuille et d'une Légation.

Il résulte de ces négociations le groupement suivant:

<u>Bloc gouvernemental.</u>	<u>Opposition irréductible.</u>
19-0 radicaux et démocrates,	59 communistes,
24 Musulmans,	11 Union croate,
9 paysans slovènes indépendants,	28 parti populaire slovène,
41 Union des paysans et socialistes nationaux,	54 républicains,
	51 paysans croates (Raditch).
264	153, tous fédéralistes et autonomistes.

Le groupe Raditch s'abstient pour le moment d'entrer au Parlement. La Constitution sera donc très probablement votée, mais on critique vivement les lourds engagements pris par le Gouvernement pour créer son bloc.

Italie.

La dissolution de la Chambre et la campagne électorale mettent le "Fascismo" particulièrement en vue, surtout depuis le moment où le parti populaire catholique, considéré au début comme adversaire du socialisme, s'est laissé entraîner à la démagogie et encourage la rébellion, ainsi que l'esprit révolutionnaire.

Tous les éléments nationalistes, surtout ceux qui, en Italie, avaient souffert de la faiblesse du Gouvernement et des excès des partis révolutionnaires, se groupaient peu à peu autour des "fasci". Ceux-ci commencèrent à réagir contre les socialistes en se servant de leurs procédés et en opposant la violence à la violence. Partout éclataient des bagarres sanglantes. Les "fasci" ont pour eux la jeunesse plus instruite et qui, dans les rencontres, se montre plus disciplinée et plus courageuse. On vit les "fasci" organiser de véritables expéditions en camions automobiles dans les communes où s'étaient produits des excès socialistes. Ils incendièrent toute une série de Chambres de travail, attaquèrent les cortèges socialistes, malmenèrent les députés de l'extrême gauche, qui se virent obligés d'invoquer la protection de la gendarmerie, ce qui mit tout le Royaume en gaîté. Les "fasci" sont bien organisés, reçoivent de l'argent des industriels et l'on a vu des syndicats ouvriers passer avec armes et bagages dans leur camp. En particulier dans les cam-

pagnes, beaucoup de paysans, obéissant à l'instinct de propriété qui est extrêmement fort en Italie, comme en France, exaspérés par les actes de vandalisme des ouvriers agricoles, lesquels, excités par les meneurs socialistes, détruisaient récoltes et bétail, ont adhéré en maints endroits aux "fasci" qui, autrefois, n'avaient d'action que dans les villes.

Aux élections, ce groupement jouera un grand rôle, sans toutefois former un parti politique. Mais il peut servir la cause d'un certain nombre de personnages combattifs et ambitieux, comme d'Annunzio. Celui-ci, à vrai dire, n'a pas encore posé sa candidature et s'est tenu à l'écart des dernières luttes. Mais il vient d'avoir une longue conférence avec Mussolini, le directeur du "Popolo d'Italia" de Milan, organe des "fascisti" milanais. Ce fait mérite notre attention particulière, car nous n'avons pas en Italie de pire ennemi que ce Mussolini, dont le journal ne cesse de publier des articles injurieux contre la Suisse. Si donc le "fascismo" est un fait réconfortant au point de vue de l'ordre et de la lutte contre le bolchévisme, nous ne devons pas oublier qu'il tend à grouper les éléments nationalistes, irrédentistes, impérialistes, redoutables au point de vue de nos bonnes relations avec le Royaume, bien que, dans son rapport au roi qui précède le décret de dissolution de la Chambre, le Cabinet rappelle que "l'Italie a réalisé maintenant son unité dans "les limites qui lui furent assignées par la nature".

Allemagne.

Les décisions que l'Entente doit prendre à propos de la Haute Silésie préoccupent beaucoup le Gouvernement

allemand. Il semble qu'il subsiste peu d'espoir que cette province soit conservée intégralement à l'Empire. Les Polonais inondent les chancelleries de brochures tendant à prouver que, pour eux, la possession de cette région industrielle est d'un intérêt vital, tandis que sa perte n'aurait guère d'importance pour l'Allemagne!

Il y a naturellement lieu de corriger une erreur de copie dans notre lettre No. 13 (page 8, 11ème ligne) et de remplacer les mots "à l'Allemagne" par "à la Pologne". Les régions silésiennes de l'Est sont en effet les plus industrielles et les plus riches.

Quant aux réparations, la réponse des Etats-Unis au mémorandum allemand a été accueillie avec satisfaction à Berlin. A l'occasion du passage à Berne de M. Simons, nous avons appris qu'encouragé par cette réponse, le Gouvernement allemand prépare de nouvelles propositions, qui seraient communiquées aux Etats-Unis.

L'Allemagne prendrait, d'après des renseignements de Berlin, à sa charge les dettes des Alliés envers l'Amérique, soit 9 milliards de dollars-or, qui consistent en Liberty Bonds de 3 à 4 %. L'Allemagne assumerait la reconstruction des territoires dévastés, non pas en espèces (30 milliards de francs) mais en nature, ce qui, d'après les estimations du Gouvernement, coûterait 8 à 10 milliards de marcs-or. Enfin, on examinerait la possibilité de certains paiements en espèces, afin de fournir à la France l'argent qui lui manque. On voudrait discuter ces questions avec des techniciens et les soumettre, si l'Amérique décline cette proposition, à un arbitrage d'experts non intéressés, auxquels il incomberait de constater ce que l'Allemagne est capable de fournir, en nature et en espèces.

- 10 -

L'Ambassadeur d'Italie à Berlin est, d'après ce que nous apprenons de cette capitale, parti pour Rome pour chercher à convaincre M.M. Giolitti et Sforza que, si l'Entente continue sa politique actuelle vis-à-vis de l'Allemagne, elle entraînera l'Europe entière dans une catastrophe. D'après ce que nous apprenons de Rome, M. Frassati a été appelé à la Consulta pour discuter l'application des sanctions de la part de l'Italie, qui n'a pas encore pris de décision.

Les troubles communistes récents ont été graves et de plus grande portée qu'on ne le croyait à l'origine. Les forces militaires et de police laissées à l'Allemagne sont insuffisantes pour réprimer un soulèvement de grande envergure. Aussi l'agitation continue-t-elle son oeuvre destructive. La crise économique et le chômage amènent toujours de nouvelles recrues à l'Armée révolutionnaire.

Nous tenons à rappeler qu'en passant deux jours à Berne M. Simons a fait simplement une visite de politesse. Il est allé voir M. le Président de la Confédération, le Vice-Président du Conseil Fédéral et le Chef du Département Politique. Le Conseil Fédéral lui a offert un déjeuner. Le lendemain, le Ministre d'Allemagne offrit un déjeuner, auquel furent aussi invités les Ministres de Suède et des Pays-Bas et, comme seul "allié", le Ministre d'Italie, dont la présence fut très remarquée. Si donc, à Lugano, M. Simons n'a pas rencontré d'hommes politiques italiens, il a eu l'occasion de s'entretenir à Berne avec M. Orsini-Baroni.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Le Chef
de la Division des Affaires étrangères